Résolution sur la situation des centres d'information Europe Direct (CIED)

(2017/C 017/03)

Déposée par les groupes politiques PSE, PPE, ADLE, AE et ECR

LE COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS,

- vu sa résolution du 16 février 2012 sur les centres d'information Europe Direct (CIED) (CdR 84/2012),
 - vu son avis sur le thème «Reconnecter l'Europe avec ses citoyens: communiquer mieux et davantage au niveau local» du 3 décembre 2014 (COR-2014-04460),
1. constate que l'Union européenne est confrontée à des défis politiques et économiques majeurs. La persistance du déficit démocratique et le désenchantement croissant des citoyens vis-à-vis de l'Union européenne indiquent qu'il est nécessaire que tous les acteurs de la politique européenne conjuguent leurs efforts pour renforcer le dialogue avec les citoyens de l'Union européenne dans le cadre du projet européen et garantir la légitimité des politiques européennes;
 2. souligne que les collectivités locales et régionales sont bien placées pour contribuer à une meilleure interconnexion entre les citoyens et les acteurs de la politique européenne et pour informer les dirigeants européens des besoins directs des citoyens. C'est pourquoi il conviendrait d'accorder plus d'importance au processus de communication européenne décentralisée;
 3. s'engage à intensifier la coopération avec les CIED dans le cadre de sa stratégie de communication 2015-2020;
 4. rappelle que le réseau Europe Direct, qui compte actuellement 518 centres d'information dans les États membres, joue un rôle essentiel dans la stratégie de communication européenne décentralisée. Il s'agit de l'un des instruments les plus importants de la Commission européenne pour informer les citoyens au niveau local et régional sur l'incidence concrète des différents sujets politiques européens sur leur vie quotidienne;
 5. se félicite du processus d'évaluation en cours relatif au cadre de la Commission portant sur le contenu et les aspects techniques des CIED, aux fins des travaux préparatoires pour la période de financement 2018-2023 et de l'établissement de nouvelles conditions-cadres pour les CIED;
 6. juge fondamentale l'activité de réseautage menée par les CIED avec les institutions européennes et les autres réseaux d'information de la Commission, et souligne l'importance de leur rôle de relais pour les instances et les besoins des territoires, des institutions locales et des acteurs de la société civile;
 7. relève que, compte tenu de la situation actuelle de crise, les travaux des CIED ne cessent de gagner en importance et en difficulté. Au vu des nombreux défis auxquels l'Union européenne est confrontée, il conviendrait de viser à exploiter pleinement le potentiel des CIED et à en renforcer le rôle en ce qui concerne les processus de communication européenne; il convient dans ce contexte de veiller à une répartition géographique équilibrée et de se garder de réduire le nombre des antennes actuellement présentes dans les différentes collectivités locales et régionales;
 8. estime que le travail des CIED pourra être garanti à l'avenir par l'intensification d'une collaboration déjà étroite et d'un financement de la part de l'Union européenne;
 9. propose d'accroître sensiblement les ressources financières allouées aux CIED pour la prochaine période de financement au sein du cadre pluriannuel actuel. En particulier, il conviendrait de doubler le montant forfaitaire attribué à chaque CIED pour fournir des informations de base et d'augmenter les forfaits finançant les différents modules, tout en veillant à ce que les CIED s'efforcent d'améliorer leur efficacité et de tirer le meilleur parti de leurs ressources. Enfin, le fait de mettre davantage de ressources financières à la disposition des modules pilotes permettra de réagir aux situations de crise. Une augmentation des coûts, par exemple s'agissant de salaires et de loyers, pourrait ainsi être absorbée;
 10. s'attend, compte tenu du renforcement des exigences à l'égard des CIED, à une amélioration de leur financement. Par conséquent, il conviendrait de relever sensiblement le montant des subventions allouées;
 11. insiste sur le fait qu'en raison de leur utilité publique, les activités des CIED devraient rester exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée;
 12. souligne qu'il y a lieu de réduire la charge administrative de manière drastique;

13. confirme qu'en principe, les mesures de la Commission relatives aux activités de communication européenne décentralisée atteignent leurs destinataires. Néanmoins, les priorités de la Commission ne répondent que partiellement aux besoins des citoyens lorsqu'il s'agit des politiques européennes. Plus un sujet est abstrait, moins il sera considéré par les citoyens comme pertinent sur le plan politique. C'est pourquoi il conviendrait de s'attacher tout particulièrement à aborder les questions politiques européennes qui touchent les citoyens dans leur vie quotidienne;
14. estime nécessaire de renforcer la relation des CIED avec les réseaux associatifs établis à l'échelon local et régional afin de recenser les différents domaines d'intérêt des citoyens et de pouvoir ainsi adapter l'information européenne à leurs demandes en établissant un canal de communication à double sens;
15. note que le système des modules est généralement jugé positif. Toutefois, il est nécessaire d'introduire une série de modifications, par exemple d'accroître la flexibilité des différents modules;
16. invite la Commission à donner aux CIED la possibilité d'adapter les mesures prévues en fonction à la fois des préférences de la communication de la Commission et des besoins locaux. S'ils souhaitent donner un avenir au projet européen, les acteurs de la politique européenne doivent communiquer avec les citoyens de manière telle que ces derniers voient l'Europe comme une maison commune, une communauté de valeurs et de paix et un moteur du progrès social et culturel et de justice. Grâce à une offre d'information proche de ses citoyens, les CIED peuvent créer un lien entre les deux parties et promouvoir l'Europe de manière positive auprès des citoyens;
17. envisage d'accompagner le lancement de la nouvelle période de financement 2018-2023 d'une campagne d'information visant à mettre en exergue la valeur ajoutée qu'offre la marque «Europe Direct» et à faire connaître le travail quotidien des CIED et leurs actions européennes à l'échelon local et régional en tant que complément à l'information qui accompagne habituellement les réunions de haut niveau, laquelle n'offre pas aux citoyens une image d'ensemble du projet européen;
18. suggère d'ouvrir le système de modules aux priorités régionales, aux formats et aux groupes non encore identifiés comme cibles et, en particulier, d'utiliser les modules disponibles de manière flexible. L'objectif est d'adapter, autant que possible, la communication aux besoins locaux. Le nouveau dispositif devrait permettre la présentation de projets à l'échelon régional de manière à adapter autant que possible la communication aux besoins locaux. L'on valoriserait ainsi le partenariat entre diverses entités, ce qui contribuerait à assurer sur tout le territoire la fourniture de services appropriés à la population, des stratégies de communication plus soignées et en phase avec leur temps, et des relations plus structurées avec les parties prenantes et les autres réseaux européens. Il serait utile de prévoir la possibilité d'utiliser en partie des formes de partenariat caractérisées par une collaboration entre les secteurs public et privé, ce qu'encourage par ailleurs la Commission elle-même dans le cadre de la programmation des fonds européens pour la période 2014-2020. Les projets de ce type devraient se voir garantir un financement adéquat sur la base de la population couverte et des guichets ouverts au public;
19. demande de prévoir la possibilité que soient financées des actions de collaboration entre différents centres d'information, tant pour faciliter l'échange de bonnes pratiques entre centres de différentes zones que pour profiter de synergies, notamment lorsqu'ils s'adressent à un public cible présentant des caractéristiques et besoins similaires;
20. insiste, en conclusion, sur le fait que le rôle des CIED est essentiel pour les collectivités régionales et locales qui connaissent le mieux les acteurs locaux et régionaux ainsi que les questions présentant un intérêt pour les citoyens. Elles sont particulièrement qualifiées pour déterminer quel type d'information et quelle méthodologie permettra de toucher les citoyens et les intéressera. Leur rôle en matière de communication européenne revêt donc une importance cruciale et devrait encore être renforcé, notamment grâce à une collaboration plus étroite avec les institutions européennes;
21. soutient la demande du Parlement européen à la Commission de fournir des orientations adéquates et complètes aux organisateurs d'initiatives citoyennes européennes ⁽¹⁾;
22. suggère à la Commission de renforcer la collaboration entre les réseaux européens de diverses natures pour améliorer la communication avec les citoyens et leur permettre d'être mieux informés, en élargissant le faisceau de réponses apportées à leurs requêtes.

Bruxelles, le 16 juin 2016.

*Le président
du Comité européen des régions*

Markku MARKKULA

⁽¹⁾ Voir la résolution du Parlement européen du 28 octobre 2015 sur l'initiative citoyenne européenne [2014/2257(INI)].